

# Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2024



## PANORAMA GÉNÉRAL

# Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

13 400 défaillances d'entreprises au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. La décélération se confirme mais le record de 66 000 défauts sur 12 mois glissés est franchi.

- > 13 400 défaillances au T3 2024, soit + 20 % sur un an.
- > Les PME de + 50 salariés particulièrement vulnérables avec + 47 % (106) d'ouvertures de procédure.
- > Les activités B2B toujours en difficulté, particulièrement les transports ou le commerce de gros.
- > Des signaux d'alerte sont à relever dans le social et médical avec + 31 % (200) acteurs de la santé humaine et action sociale qui sont tombés.

Mais..

- > Plusieurs activités B2C repassent dans le vert comme la parfumerie (- 12 %) ou l'optique (- 9 %).
- > Dans un contexte encore difficile la construction souffre mais ne s'écroule pas.
- > Le commerce de détail fait mieux que la moyenne nationale, l'industrie se place aussi parmi les bons élèves.



Paris, le 15 octobre 2024

Le groupe Altares, expert historique et référent de la donnée d'entreprises, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2024..

En hausse de 20 %, le niveau de défaillances est au plus haut, mais la décélération se confirme depuis plusieurs mois. Différents signaux rassurants se dessinent avec le retour d'activités B2C vers du mieux, notamment pour le commerce de détail et les services à la personne, et avec la résistance de la construction dans un contexte économique pourtant si difficile. Le principal signal d'alarme concerne la situation des PME de + 50 salariés dont les ouvertures de procédures bondissent de 47 %, entraînant de lourdes conséquences sur le front de l'emploi (52 000 emplois menacés).

**Thierry Millon, directeur des études Altares** : « A fin septembre, sur 12 mois glissés, le nombre de défaillances d'entreprises établit un record à 66 000, dont un peu plus de 64 000 cessations de paiement. Bien que le chiffre impressionne, notre pays affiche encore un solde positif par rapport à sa moyenne long terme puisque la moyenne des cinq dernières années, post Covid, se situera fin 2024 aux environs de 45 500 défaillances. Cependant, l'irrégularité des sinistres observée durant l'été ne permet pas d'excès d'optimisme. Alors que l'horizon s'éclaircit un peu du côté des ménages, l'incertitude est encore forte du côté des entreprises ne favorisant ni l'investissement ni l'emploi. Par conséquent, si un mur des faillites au-delà de 70 000 reste toujours évidemment exclu, il semble difficile de redescendre sous le plafond actuel dans les prochaines semaines. Le point de vigilance portera, cependant, moins sur le nombre historique attendu des défaillances que sur la fragilité des PME et ETI dont les défauts reportent le risque sur les fournisseurs et l'emploi. »

## Un nombre de défaillances d'entreprises proche des plus hauts sur dix ans.

**13 429 entreprises sont tombées en défaillance entre le 1er juillet et le 30 septembre 2024**, soit une hausse de 20,1 % par rapport à la même période de 2023. La France remonte ainsi à sa sinistralité des étés 2013 à 2015 un peu sous le plafond des 14 000 défauts.

**Le nombre de sauvegardes augmente peu (+ 4,7 %), restant sous les 300 procédures (291)** et concentre toujours à peine plus de 2 % de l'ensemble des procédures (2,2 %).

**Les redressements judiciaires (RJ) sont en hausse encore rapide de 34,5 % pour 3 816 jugements prononcés.** Ils représentent désormais plus de 28 % des décisions.

La hausse des jugements de **liquidation judiciaire (LJ) tombe nettement sous les 20 % (+ 15,6 %).**

9 322 liquidations directes ont été prononcées, soit un peu plus de 69 % de l'ensemble des procédures, un taux plus conforme au ratio traditionnellement observé.

## Le risque s'accélère encore chez les employeurs.

86 % des entreprises défaillantes comptent **moins de cinq salariés** et donnent donc le ton de la tendance globale. Près de 11 600 très petites structures sont entrées en défaillance, un nombre en augmentation de 20 % par rapport au 3e trimestre 2023. Quasiment les trois quarts (73 %) d'entre-elles ont fait l'objet d'une liquidation directe.

Les **TPE de six à neuf salariés sont davantage en difficulté**. 775 sont tombées en défaillance, c'est 31 % de plus sur un an. L'accélération des défauts est tirée par la **procédure de redressement judiciaire qui s'envole de 61 %**.

Les PME de **moins de cinquante salariés** résistent davantage. 970 procédures ont été ouvertes, un nombre en hausse de « seulement » 13 %.

Pour cette typologie d'entreprises, la poursuite d'activité est privilégiée ; moins d'une société sur deux (45 %) est directement liquidée.

**Au-delà de cinquante salariés**, en revanche, la situation reste tendue. **106 PME-ETI sont entrées en défaillance au cours de ce 3e trimestre, c'est 47 % de plus sur un an.** Le nombre de sociétés directement liquidées est quasi stable (17). Plus du tiers de ces liquidations ont été prononcées sur résolution d'un plan de redressement non respecté. Sauvegardes et redressement constituent donc l'essentiel (84 %) des décisions judiciaires, favorisant ainsi le maintien de l'activité et de l'emploi.

**La question de l'emploi** est naturellement plus marquée lorsque les défaillances accélèrent chez les PME-ETI. Au cours de ce 3ème trimestre, près de 52 000 emplois sont menacés ; c'est 13 300 de plus que lors de l'été 2023. 20 000 de ces emplois sont associés à des sociétés placées en liquidation mais près de 32 000 sont portés par des sociétés sous redressement judiciaire ou en sauvegarde et donc susceptibles d'être en partie maintenus.

## Les plus jeunes entreprises résistent mieux que les plus anciennes.

Les jeunes entreprises, **créées à partir de 2022**, continuent de mieux résister. 1900 structures âgées de moins de trois ans sont entrées en défaillance, c'est 12,4 % de plus sur un an. En revanche, elles se présentent devant le tribunal généralement insuffisamment solides pour permettre l'ouverture d'une période d'observation. 78 % d'entre-elles sont ainsi immédiatement liquidées.

Au-delà de trois ans, les tendances sont globalement homogènes. La hausse des défaillances est à peine supérieure à 20 %. En revanche, une société âgée bénéficiera plus fréquemment d'un redressement judiciaire ou d'une sauvegarde que les plus jeunes.

## Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année)

	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	EVOLUTION T3 2024/2023	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	155	159	229	278	291	4,68 %	222
Redressements Judiciaires	1 466	1 292	2 109	2 838	3 816	34,46 %	2 304
Liquidations judiciaires directes	5 081	3 860	6 612	8 067	9 322	15,56 %	6 588
<b>Total défaillances</b>	<b>6702</b>	<b>5311</b>	<b>8950</b>	<b>11183</b>	<b>13429</b>	<b>20,08 %</b>	<b>9 115</b>
Total Emplois menacés	26 600	17 460	32 970	38 480	51 810	13 330	33 464
Emplois menacés par entreprise	4,0	3,3	3,7	3,4	3,9	0,4	3,6

# Analyse des défaillances d'entreprises au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 dans les régions

## Bretagne, Normandie et Île-de-France sont les mauvais élèves du trimestre.

C'est ainsi le cas de la **Bretagne** avec + 38,3 %. Le Finistère se distingue et enregistre une faible hausse de 4 %.

La **Normandie** accuse une augmentation de 32 %. Si les défaillances se stabilisent dans la Manche, elles s'envolent en revanche dans l'Eure.

L'**Île-de-France** est également sur le podium avec une augmentation de 31 % ; une dégradation tirée par l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise.

## À l'inverse, Corse et Centre Val de Loire offrent une forte résistance.

A l'inverse la **Corse** affiche un sensible recul (- 9 %). La Haute-Corse passe au vert en comparaison d'un été 2023 qui avait été compliqué, contrairement à la Corse du Sud qui dérape de près de 30 %. Le **Centre Val de Loire** est quasiment à l'équilibre (1 %).

## Quatre régions proches des + 10 %.

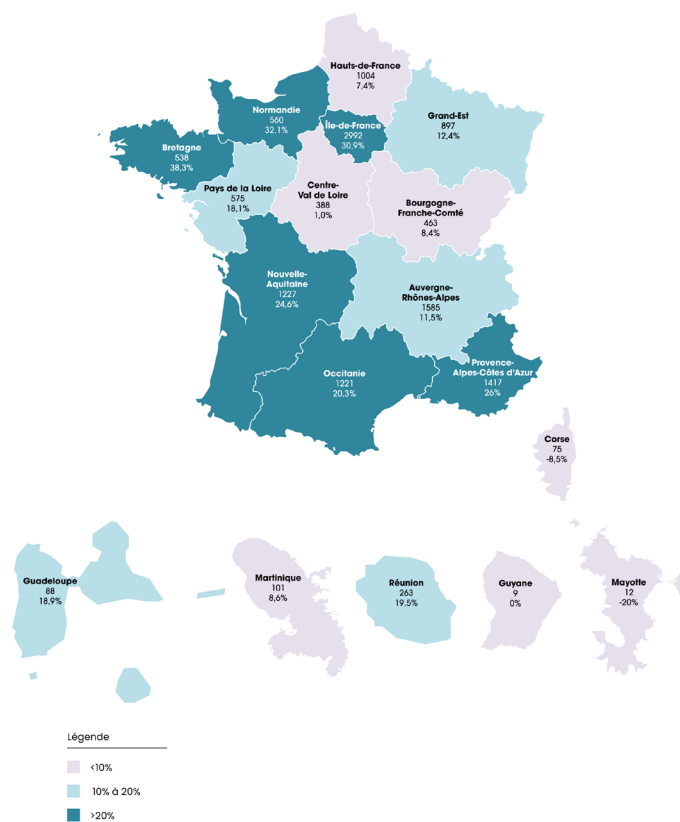
Les **Hauts-de-France** contiennent la hausse à + 7 %. La **Bourgogne-Franche-Comté** est, elle aussi, sous les 10 % (+ 8 %) après un été 2023 plus compliqué (+ 30 %). En **Auvergne-Rhône-Alpes**, la décélération est sensible (+ 12 %) après là encore un difficile été 2023 (+ 32 %). Le **Grand-Est** est un peu au-dessus de 10 % (+ 12 %), avec des défauts stables dans le Bas-Rhin mais en hausse encore sensible dans le Haut-Rhin.

## Occitanie, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine un peu au-dessus de la moyenne globale.

L'**Occitanie** colle à la moyenne nationale (+ 20 %) tandis que les **Pays de la Loire** sont légèrement en dessous (+ 18 %). La **Nouvelle Aquitaine** s'en écarte un peu à + 25 % affectée par le mauvais chiffre de la Gironde tandis que la région **PACA** (+ 26 %) est défavorablement influencée par les **Bouches-du-Rhône**.

## La situation se détend un peu en outre-mer.

Après un très lourd été 2023 (+ 48 %), les territoires d'outre-mer affichaient des niveaux de défaillances élevés. Le nombre augmente encore mais ralentit sensiblement (+ 19 %), légèrement sous la moyenne nationale, en **Guadeloupe** et à La **Réunion**, davantage encore en **Martinique** (+ 9 %) et à **Mayotte** qui revient dans le vert.



## Le B2C se redresse progressivement tandis que le B2B est parfois à la peine.

Après des mois d'activité atone, les activités à destination du consommateur, notamment le commerce de détail et les services à la personne, pénalisés par une forte inflation retrouvent des clients. En revanche, le B2B est encore à la peine notamment dans les transports ou le commerce de gros. La construction souffre mais ne s'écroule pas.

### Du mieux dans le commerce de détail notamment alimentaire



#### LA BOULANGERIE

Le nombre de défaillances de **boulangeries** avait plus que doublé durant l'été 2022 avant de dépasser le cap des 200 procédures un an plus tard. Une très nette décélération est confirmée ce trimestre par une hausse ramenée à « seulement » **+ 5 % (230)**.



#### LA BOUCHERIE

Le ralentissement s'observe aussi dans la **boucherie (+ 4% ; 84 défauts)** et dans une moindre mesure dans la **poissonnerie (+ 9% ; 24)**. La situation est même franchement favorable pour les **primeurs (- 27% ; 30)**. De façon plus générale, l'ensemble du commerce de détail alimentaire s'inscrit dans une amélioration de **- 7 % (263)**.



#### LA RESTAURATION

La décélération, moins forte, s'opère également dans la restauration. La **restauration à table (+ 19 % ; 744)** retrouve toutefois désormais des tendances moins atypiques. Le rythme reste plus soutenu dans la **restauration rapide (26 % ; 669)**.

### Hors alimentaire le commerce de détail et les services à la personne mieux orientés



#### LA COIFFURE

Après avoir atteint des records de défaillances en 2023, la coiffure s'inscrit maintenant dans le vert (**7 % ; 237**). Les **soins de beauté** également retrouvent enfin le sourire et stabilisent le nombre de défaillances à 117. Ces tendances sont alignées avec celles du commerce de détail de soins de la personne et optique (**- 1 % ; 75**). Les performances de ce secteur sont portées par la **parfumerie (- 12 % ; 22)** et l'**optique (- 9 % ; 21)** tandis qu'à l'inverse l'évolution reste décevante dans la **pharmacie (18 ; + 38 %)**.



#### LE SPORT

Si les **clubs de sport** restent très bien orientés (**- 22 % ; 18**), la situation se dégrade fortement dans le **commerce de détail d'articles** de sport en magasin spécialisé (**+ 55 % ; 51**).



#### LE COMMERCE DE L'HABILLEMENT

Le **commerce de détail d'habillement** reste dans le rouge mais lui aussi retrouve des tendances moins douloureuses et fait mieux que la moyenne globale (**+ 16 % ; 240**).



#### LA CONDUITE

Parmi les autres activités à destination du consommateur, les **auto-écoles** dérapent de **70 % (56)**.

### De fortes disparités de tendances côté B2B



#### LE COMMERCE DE DÉTAIL

Si le **commerce de détail (+ 11%)** retrouve des couleurs, c'est moins le cas pour le **commerce interentreprises** qui au global accuse une hausse de + 40 % du nombre de défaillances.

La sinistralité augmente de 43 % dans les **matériaux de construction**, 44 % dans les **biens domestiques** ou même 53 % dans les **machines et équipements** pour l'industrie.



#### L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Dans l'industrie manufacturière, l'augmentation des défaillances ralentit (+ 14 % ; 522). La situation s'améliore dans la **métallurgie-mécanique (- 6 % ; 76)** ou l'**imprimerie (- 38 % ; 31)** mais reste compliquée dans les **matériaux de construction (+ 22 % ; 45)** et bien davantage encore dans le **textile-habillement (+ 59 % ; 54)**.



## LES SERVICES AUX ENTREPRISES

Dans les activités de services à destination des entreprises, la trajectoire reste difficile pour les activités de **conseil (+ 41 % ; 337)** ou de **sécurité (+ 39 % ; 99)** particulièrement celles liées aux systèmes de sécurité plus que la sécurité privée..



## TRANSPORT DE MARCHANDISES

Le transport de marchandises n'est pas épargné par les tensions du B2B et affiche une augmentation de 39 % du nombre de défauts (391).



## SERVICE INFORMATIQUE

Dans les services informatiques, la situation est difficile dans le conseil en systèmes (+ 60 % ; 85).

### La construction tente de ne pas s'écrouler



## CONSTRUCTION

De fortes tensions continuent de peser sur le secteur de la construction, néanmoins la sinistralité ne s'emballer pas. 3 359 défaillances ont été enregistrées au cours de ce 3e trimestre soit « seulement » 26 % de plus qu'il y a un an ; un taux peu éloigné donc de la moyenne globale.

Si l'immobilier présente des tendances encore lourdes, notamment dans la **promotion (+ 85 % ; 74)** et les **agences immobilières (+ 30 % ; 226)**, le bâtiment offre une plutôt bonne surprise. En effet, le **second œuvre** descend sous la moyenne globale de 20 % et s'établit à **+ 16 % (1596)** en dépit du mauvais chiffre de l'activité de revêtement des sols et des murs (+ 65 % ; 129). Le **gros œuvre** est un peu plus à la peine avec une augmentation de 33 % du nombre de défaillances (1019). Dans ce segment de métier, la maçonnerie connaît une augmentation de **36 % (676)** tandis que la construction de maisons individuelles limite la hausse à 29 % (222).



## AGRICULTURE

Parmi les autres activités, nous pouvons relever la fragilité de **l'agriculture (+ 34 % ; 241)** et en particulier de la **culture (+ 45 % ; 128)**, notamment de la **vigne (+ 81 % ; 38)** et plus précisément du **vignoble girondin**.



## LE SOCIAL ET MÉDICAL

**Le social et médical** est également à surveiller. Près de 200 acteurs de la **santé humaine et action sociale** sont tombés (**+ 31 %**). Dans le médical sont à relever les défauts de pratique dentaire (+ 33 % ; 16), d'infirmiers (+ 21 % ; 29) ou encore d'ambulanciers (+ 110 % ; 21), une activité dont l'évolution des défaillances est peut-être à mettre en parallèle de celles des taxis (+ 54 % ; 137). Dans le social, les défauts de crèches (24) ont doublé cet été en comparaison de l'été précédent.

### De meilleurs signaux mais une trajectoire encore compliquée.

#### Thierry Millon conclut :

« Nous avons observé un tassement de la hausse des défaillances d'entreprises depuis le mois de mars ; il s'est poursuivi cet été à l'exception d'un mois de juillet qui a été particulièrement sinistré. En moyenne, sur sept mois, l'augmentation est retombée à 15% soit deux fois moins rapide que sur la période d'octobre à février lorsque les Urssaf avaient repris fortement la voie du recouvrement forcé.

Certes, le volume est un peu au-dessus des pics atteints durant la crise financière puis celle des dettes souveraines, mais plus que le nombre c'est la taille des entreprises en défaut qu'il faut surveiller. Ce trimestre comme durant l'été 2023, 8% des défaillances concernent des PME-ETI. Une proportion qui reste au plus haut sur dix ans, très au-dessus de celle observée avant Covid (6,4% en moyenne). Les difficultés de ces employeurs font peser un risque fort sur l'économie et l'emploi des territoires.»

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur :

<https://www.altares.com>

## SOMMAIRE

# Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

## 1. Statistiques détaillées des défaillances 3<sup>e</sup> trimestre 2024

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3<sup>e</sup> trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires** au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

---

## 2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

## PARTIE 1

# Statistiques détaillées des défaillances

## 3<sup>e</sup> trimestre 2024

**Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3<sup>e</sup> trimestre sur 5 ans** (Les données 2023 T3 et 2024 T3 non définitives sont arrêtées au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année)

Nombre d'ouvertures	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	Évolution 2024 T3/2023 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	155	159	229	278	291	4.7%	222
Redressements Judiciaires	1466	1292	2109	2,838	3816	34.5%	2304
Liquidations Judiciaires directes	5081	3860	6612	8,067	9322	15.6%	6588
<b>Total défaillances</b>	<b>6702</b>	<b>5311</b>	<b>8950</b>	<b>11183</b>	<b>13429</b>	<b>20.1%</b>	<b>9 115</b>

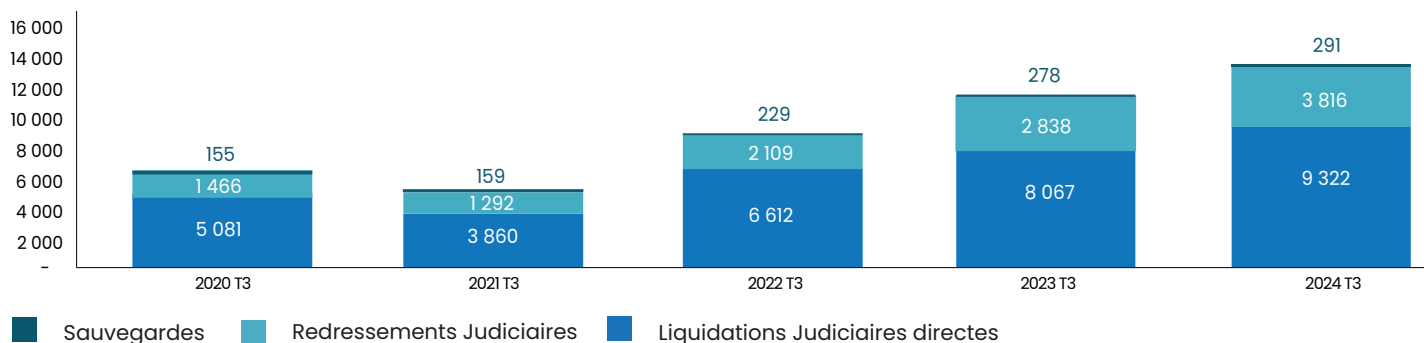
Taux par nature de procédure	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	Évolution 2024 T3/2023 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,3%	3,0%	2,6%	2,5%	2,2%	-0,3%	2,4%
Redressements Judiciaires	21,9%	24,3%	23,6%	25,4%	28,4%	3,0%	25,3%
Liquidations Judiciaires directes	75,8%	72,7%	73,9%	72,1%	69,4%	-2,7%	72,3%
<b>Taux procédure</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>		<b>100,0%</b>

Nombre d'emplois menacés	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	Évolution 2024 T3/2023 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2 100	1 450	2 520	2 280	2 410	130	2 152
Redressements Judiciaires	12 600	7 170	16 000	17 900	29 400	11 500	16 614
Liquidations Judiciaires directes	11 900	8 840	14 450	18 300	20 000	1 700	14 698
<b>Total emplois menacés</b>	<b>26 600</b>	<b>17 460</b>	<b>32 970</b>	<b>38 480</b>	<b>51 810</b>	<b>13 330</b>	<b>33 464</b>

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	Évolution 2024 T3/2023 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	13,5	9,1	11,0	8,2	8,3	0,1	10,0
Redressements Judiciaires	8,6	5,5	7,6	6,3	7,7	1,4	7,1
Liquidations Judiciaires directes	2,3	2,3	2,2	2,3	2,1	-0,1	2,2
<b>Total emplois menacés</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,9</b>	<b>0,4</b>	<b>3,6</b>



### Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



### Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2023 T3				2024 T3				Évolution 2024 T3/ 2023 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	144	1 763	6 167	8 074	153	2 393	7 187	9 733	20,5%	73,8%
3 à 5	43	450	1 096	1 589	45	567	1 233	1 845	16,1%	66,8%
6 à 9	36	186	370	592	33	299	443	775	30,9%	57,2%
10 à 19	28	231	321	580	29	281	334	644	11,0%	51,9%
20 à 49	21	158	97	276	24	193	109	326	18,1%	33,4%
50 à 99	2	27	12	41	3	49	12	64	56,1%	18,8%
100 et plus	4	23	4	31	4	33	5	42	35,5%	11,9%
<b>Total défaillances</b>	<b>278</b>	<b>2 838</b>	<b>8 067</b>	<b>11 183</b>	<b>291</b>	<b>3 815</b>	<b>9 323</b>	<b>13 429</b>	<b>20,1%</b>	<b>69,4%</b>

### Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2023 T3				2024 T3				Évolution 2024 T3/ 2023 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	28	301	1 360	1 689	22	397	1 480	1 899	12,4%	77,9%
3 à 5 ans	61	843	2 290	3 194	63	1 061	2 714	3 838	20,2%	70,7%
6 à 10 ans	69	746	2 109	2 924	68	1 064	2 451	3 583	22,5%	68,4%
11 à 15 ans	42	340	992	1 374	40	503	1 140	1 683	22,5%	67,7%
16 et plus	78	608	1 316	2 002	98	791	1 537	2 426	21,2%	63,4%
<b>Total défaillances</b>	<b>278</b>	<b>2 838</b>	<b>8 067</b>	<b>11 183</b>	<b>291</b>	<b>3 816</b>	<b>9 322</b>	<b>13 429</b>	<b>20,1%</b>	<b>69,4%</b>

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

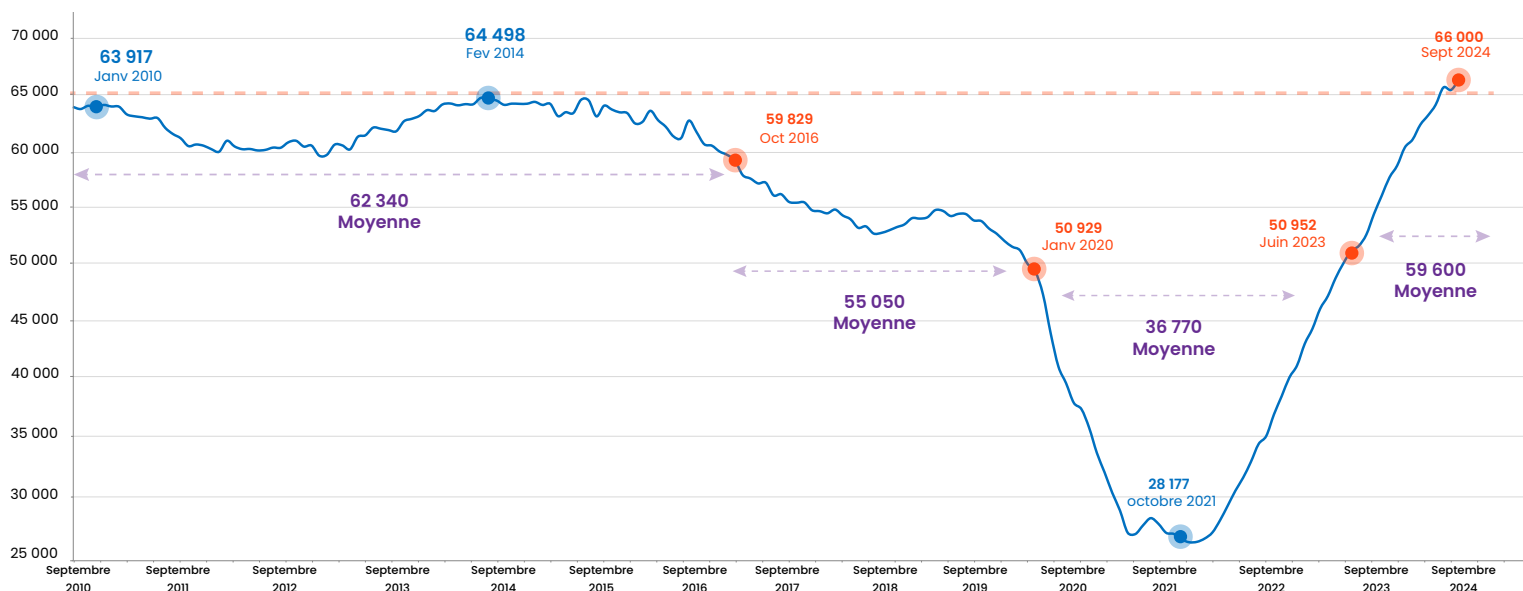
Activité	2023 T3				2024 T3				Évolution 2024 T3/ 2023 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Agriculture</b>	<b>3</b>	<b>84</b>	<b>93</b>	<b>180</b>	<b>8</b>	<b>122</b>	<b>111</b>	<b>241</b>	<b>33,9%</b>	<b>46,1%</b>
Chasse, pêche, forêt	1	15	21	37		13	29	42	13,5%	69,0%
Culture	2	44	42	88	4	73	51	128	45,5%	39,8%
Elevage		25	30	55	4	36	31	71	29,1%	43,7%
<b>Construction</b>	<b>49</b>	<b>715</b>	<b>1908</b>	<b>2672</b>	<b>48</b>	<b>944</b>	<b>2367</b>	<b>3359</b>	<b>25,7%</b>	<b>70,5%</b>
<b>Bâtiment</b>										
Gros œuvre	4	205	555	764	5	309	705	1019	33,4%	69,2%
Second œuvre	14	366	996	1376	15	401	1180	1596	16,0%	73,9%
Travaux Publics	5	44	95	144	4	75	108	187	29,9%	57,8%
<b>Immobilier</b>										
Promotion immobilière	1	7	32	40	2	17	55	74	85,0%	74,3%
Agences immobilières	6	30	138	174	1	53	172	226	29,9%	76,1%
Autres activités immobilières	19	63	92	174	21	89	147	257	47,7%	57,2%
<b>Commerce</b>	<b>57</b>	<b>521</b>	<b>1872</b>	<b>2450</b>	<b>53</b>	<b>678</b>	<b>2172</b>	<b>2903</b>	<b>18,5%</b>	<b>74,8%</b>
<b>Commerce &amp; réparation véhicules</b>										
Commerce & réparation véhicules	10	109	335	454	9	139	414	562	23,8%	73,7%
<b>Commerce de détail</b>										
Magasins multi-rayons	8	41	156	205	5	61	186	252	22,9%	73,8%
Détail alimentaire	4	51	228	283	1	57	205	263	-7,1%	77,9%
Bricolage & équipement du foyer	6	52	148	206	11	59	173	243	18,0%	71,2%
Sport & loisirs	1	24	69	94	3	25	78	106	12,8%	73,6%
Commerce d'habillement	2	39	166	207	3	40	197	240	15,9%	82,1%
Soin de la personne & optique	3	14	59	76	2	20	53	75	-1,3%	70,7%
Vente hors magasin	4	49	187	240	4	47	238	289	20,4%	82,4%
Carburants & combustibles		3	9	12		3	6	9	-25,0%	66,7%
Autres commerces de détail	6	36	201	243	4	51	208	263	8,2%	79,1%
<b>Commerce Interentreprises</b>										
Centrales d'achat	1	17	46	64	1	26	61	88	37,5%	69,3%
Alimentaire	2	16	54	72	1	40	58	99	37,5%	58,6%
Textile, habillement	1	6	23	30		15	25	40	33,3%	62,5%
Biens domestiques	1	16	44	61	4	23	61	88	44,3%	69,3%
Équipements informatiques & électroniques	1	5	18	24		3	21	24	0,0%	87,5%
Machines & équipements	2	12	39	53	1	19	61	81	52,8%	75,3%
Matériaux de construction, sanitaire...	2	17	27	46	2	22	42	66	43,5%	63,6%
Autres commerces interentreprises	3	14	63	80	2	28	85	115	43,8%	73,9%
<b>Industrie</b>	<b>17</b>	<b>268</b>	<b>546</b>	<b>831</b>	<b>25</b>	<b>312</b>	<b>558</b>	<b>895</b>	<b>7,7%</b>	<b>62,3%</b>
<b>Industrie agroalimentaire</b>										
Industrie alimentaire	5	107	263	375	7	138	228	373	-0,5%	61,1%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	<i>1</i>	<i>72</i>	<i>207</i>	<i>280</i>	<i>1</i>	<i>110</i>	<i>170</i>	<i>281</i>	<i>0,4%</i>	<i>60,5%</i>
<b>Industrie manufacturière</b>										
Textile, habillement, cuir		8	26	34		17	37	54	58,8%	68,5%
Bois, matériaux de construction		17	20	37	2	15	28	45	21,6%	62,2%
Imprimerie	1	14	35	50		13	18	31	-38,0%	58,1%
Métallurgie, mécanique	5	32	44	81	5	25	46	76	-6,2%	60,5%
Énergie, Eau, Environnement	1	14	19	34	3	10	27	40	17,6%	67,5%
Réparation, maintenance	1	16	53	70	1	23	52	76	8,6%	68,4%
Autres industries manufacturières	4	60	86	150	7	71	122	200	33,3%	61,0%

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2023 T3				2024 T3				Évolution 2024 T3 /2023 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Information &amp; communication</b>	15	79	258	352	14	121	301	436	23,9%	69,0%
Services informatiques & édition de logiciels	6	55	180	241	12	83	210	305	26,6%	68,9%
Autres activités information & communication	9	24	78	111	2	38	91	131	18,0%	69,5%
<b>Transport &amp; logistique</b>	3	115	323	441	5	165	433	603	36,7%	71,8%
Transport routier de marchandises	2	72	207	281	4	118	269	391	39,1%	68,8%
Autres activités de transport		16	34	50	1	19	37	57	14,0%	64,9%
Transport routier de voyageurs	1	27	82	110		28	127	155	40,9%	81,9%
<b>Activités d'assurance et financières</b>	8	33	87	128	12	55	106	173	35,2%	61,3%
Activités financières	8	29	68	105	12	47	84	143	36,2%	58,7%
Activités d'assurance		4	19	23		8	22	30	30,4%	73,3%
<b>Services aux entreprises</b>	66	381	1047	1494	59	531	1242	1832	22,6%	67,8%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	10	62	196	268	11	77	201	289	7,8%	69,6%
Conseil en communication et gestion	13	41	185	239	5	76	256	337	41,0%	76,0%
Services d'architecture et d'ingénierie	12	50	144	206	11	71	174	256	24,3%	68,0%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	24	81	117	222	23	103	156	282	27,0%	55,3%
Autres services administratifs aux entreprises	6	93	233	332	8	113	269	390	17,5%	69,0%
Sécurité		15	56	71	1	35	63	99	39,4%	63,6%
Nettoyage de bâtiments	1	39	116	156		56	123	179	14,7%	68,7%
<b>Services aux particuliers</b>	8	100	447	555	8	130	412	550	-0,9%	74,9%
Activités de réparation		9	35	44		17	29	46	4,5%	63,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	82	320	409	4	93	293	390	-4,6%	75,1%
Autres services à la personne	1	9	92	102	4	20	90	114	11,8%	78,9%
<b>Hébergement, restauration, débits de boissons</b>	38	394	1094	1526	42	546	1187	1775	16,3%	66,9%
Hébergement		18	32	50	4	35	32	71	42,0%	45,1%
Restauration	30	313	889	1232	34	443	990	1467	19,1%	67,5%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	16	163	463	642	18	240	486	744	15,9%	65,3%
<i>Dont Restauration rapide</i>	13	138	388	539	14	188	467	669	24,1%	69,8%
Débits de boissons	8	63	173	244	4	68	165	237	-2,9%	69,6%
<b>Autres activités</b>	14	148	392	554	17	212	433	662	19,5%	65,4%
Santé humaine & action sociale	6	58	85	149	6	80	109	195	30,9%	55,9%
Activités récréatives	3	36	128	167	6	66	124	196	17,4%	63,3%
Enseignement	4	36	142	182	3	52	165	220	20,9%	75,0%
Autres activités	1	18	37	56	2	14	35	51	-8,9%	68,6%
<b>Total défaillances</b>	278	2 838	8 067	11 183	291	3 816	9 322	13 429	20,1%	69,4%

# Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 15 ans

(Données sur 12 mois - septembre 2009 à septembre 2024)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz<sup>+</sup>  
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

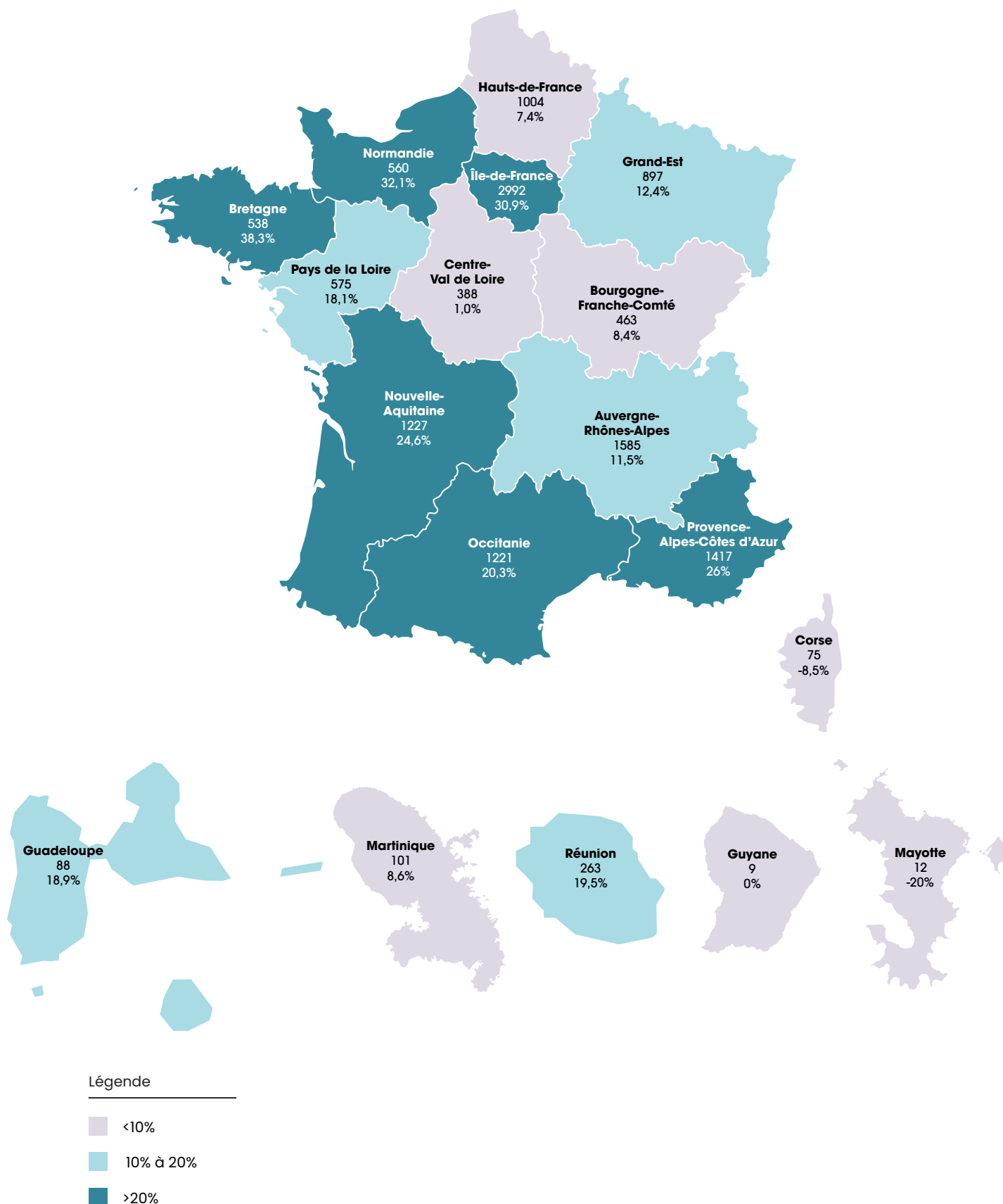
## Les défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 3e trimestre 2024 (données non consolidées, dernier bilan disponible) ou effectif supérieur à 250.

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFEC-TIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
AMAPA ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX	Aide à domicile	8810A	57	4300	69,0	2021	Redressement judiciaire	Juillet
GAUTIER FRANCE	Ameublement	3109B	85	700	105,4	2017	Redressement judiciaire	Juillet
YOOPALA SERVICES	Garde d'enfants à domicile	8899B	75	573	17,3	2022	Résolution du plan de sauvegarde	Septembre
PASCAL COSTE COIFFURE	Coiffure	9602A	82	508	51,7	2023	Redressement judiciaire	Juillet
VENCOREX FRANCE	Chimie	2014Z	69	503	462,0	2022	Redressement judiciaire	Septembre
PROTEC SECURITE PRIVEE	Sécurité privée	8010Z	77	500	23,3	2022	Redressement judiciaire	Août
DISPEO	Affrètement et organisation des	5229B	59	400	33,5	2021	Redressement judiciaire	Juillet
SOCIETE NOUVELLE VICTOIRE (Office Dépôt)	Fourniture de bureau	4762Z	93	364	91,1	2022	Redressement judiciaire	Août
CL DISTRIBUTION (Christine Laure)	Habillement	4771Z	21	308	48,7	2023	Redressement judiciaire	Août
NET 06	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	06	296	10,9	2022	Redressement judiciaire	Juillet
YNSECT	Fabrication d'aliments à base d'insectes	1089Z	91	262	3,2	2022	Procédure de sauvegarde	Septembre
FOOTBALL CLUB DES GIRONDINS DE BORDEAUX	Gestion club de	9311Z	33	257	34,6	2022	Redressement judiciaire	Juillet
STANDARD (Teddy Smith)	Habillement	4771Z	31	250	57,8	2023	Redressement	Septembre
A.S.T. GROUPE	Construction de maisons	4120A	69	243	62,9	2022	Redressement judiciaire	Août
DPLE (AST Groupe)	Promotion immobilière de logements	4110A	69	205	63,0	2022	Redressement judiciaire	Août
STENPA	Papeterie	1712Z	55	144	86,7	2022	Redressement judiciaire	Juillet
TEDDY SMITH	Habillement	4642Z	81	118	65,9	2023	Redressement judiciaire	Septembre
TEAM TEX	Fabrication de sièges-auto enfant	3109B	38	48	78,3	2022	Redressement judiciaire	Juillet
REUNION TRANSIT	Affrètement et organisation des	5229B	974	26	57,9	2021	Redressement judiciaire	Juillet
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	Séchage et sciage de bois	1610A	17	22	102,4	2020	Conversion en redressement	Septembre
SLB INTERNATIONAL	Gestionnaire de forêts	7022Z	75	9	67,8	2023	Redressement judiciaire	Septembre

## Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2023 T3				2024 T3				Évolution 2024 T3 / 2023 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	43	305	1 073	1 421	44	392	1 149	1 585	11,5%	72,5%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	5	138	284	427	7	140	316	463	8,4%	68,3%
BRETAGNE	7	104	278	389	20	169	349	538	38,3%	64,9%
CENTRE-VAL DE LOIRE	12	118	254	384	7	159	222	388	1,0%	57,2%
CORSE	1	25	56	82	1	37	37	75	-8,5%	49,3%
GRAND EST	6	200	592	798	14	243	640	897	12,4%	71,3%
HAUTS-DE-FRANCE	18	239	678	935	18	270	716	1004	7,4%	71,3%
ILE-DE-FRANCE	42	400	1 844	2 286	42	598	2 352	2 992	30,9%	78,6%
NORMANDIE	13	106	305	424	16	144	400	560	32,1%	71,4%
NOUVELLE-AQUITAINE	30	252	703	985	36	381	810	1227	24,6%	66,0%
OCCITANIE	28	288	699	1 015	20	379	822	1221	20,3%	67,3%
PAYS DE LA LOIRE	12	122	353	487	16	138	421	575	18,1%	73,2%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	31	413	681	1 125	35	585	797	1 417	26,0%	56,2%
GUADELOUPE	4	13	57	74	4	18	66	88	18,9%	75,0%
GUYANE	1	3	5	9	2	7	7	9	0,0%	77,8%
MARTINIQUE	4	16	73	93	1	31	69	101	8,6%	68,3%
MAYOTTE	3	7	5	15	7	5	5	12	-20,0%	41,7%
RÉUNION	17	88	115	220	9	121	133	263	19,5%	50,6%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	1	1	12	14	1	2	11	14	0,0%	78,6%
<b>Total défaillances</b>	<b>278</b>	<b>2 838</b>	<b>8 067</b>	<b>11 183</b>	<b>291</b>	<b>3 816</b>	<b>9 322</b>	<b>13 429</b>	<b>20,1%</b>	<b>69,4%</b>

# Carte d'évolution des défaillances par région au 3<sup>e</sup> trimestre 2024



## ANNEXES

# Note méthodologique

### Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de commerce ou Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

*A retenir : une défaillance = une ouverture.*

### Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

*A retenir : une défaillance = un Siren.*

### Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

*A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.*

### Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

*A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.*

### Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

*A retenir : les activités sont définies par le code NAF.*

### Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

*A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.*



# Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
<b>AGRICULTURE</b>	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
<b>CONSTRUCTION</b>	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
<b>COMMERCE</b>	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
<b>INDUSTRIE</b>	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
<b>ACTIVITES FINANCIERES &amp; D'ASSURANCE</b>	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS</b>	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
<b>AUTRES ACTIVITES</b>	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

# L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



---

## Altares

Tour Landscape  
6, Place des Degrés  
CS 40344  
92045 La Défense  
CEDEX  
France  
contact@altares.com  
Tél : 01 41 37 50 00

---

## Directeur des études

Thierry Millon  
Thierry.Millon@altares.com  
Tel : 04 72 65 15 51

---

## Relations presse

Urielle Dutartre  
urielle.dutartre@coriolink.com  
06 62 82 71 62

---

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

**Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.**

Part of Dun & Bradstreet's  
Worldwide Network

#### Paris

Tour Landscape  
6, Place des Degrés  
CS 40344  
92045 LA DEFENSE  
CEDEX  
France  
+33 (0)1 41 37 50 00

[www.altares.com](http://www.altares.com)

#### Bruxelles

Pontbeekstraat 4  
1702 Dilbeek  
Belgique  
+32 (0)2 481 83 00

[www.altares.be](http://www.altares.be)

[www.altares.lu](http://www.altares.lu)

#### Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094  
3072 MD Rotterdam  
Pays-Bas  
+31 (0)10 710 95 60

[www.altares.nl](http://www.altares.nl)

---

#### Altares-D&B,

Tour Landscape, 6 place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense Cedex France | Tél. : 01 41 37 50 00 |  
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |  
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : [contact@altares.com](mailto:contact@altares.com) | [www.altares.com](http://www.altares.com)